

**133**  
milliardaires  
présents dans  
le classement  
Forbes

**46**  
oligarques  
russes

**1.217**  
Belges cités  
(de nationalité  
ou résidents  
en Belgique)

**1.215**  
sociétés  
ou trusts  
offshore liés  
à la Belgique

L'ENQUÊTE

**617**  
journalistes  
ayant  
collaboré

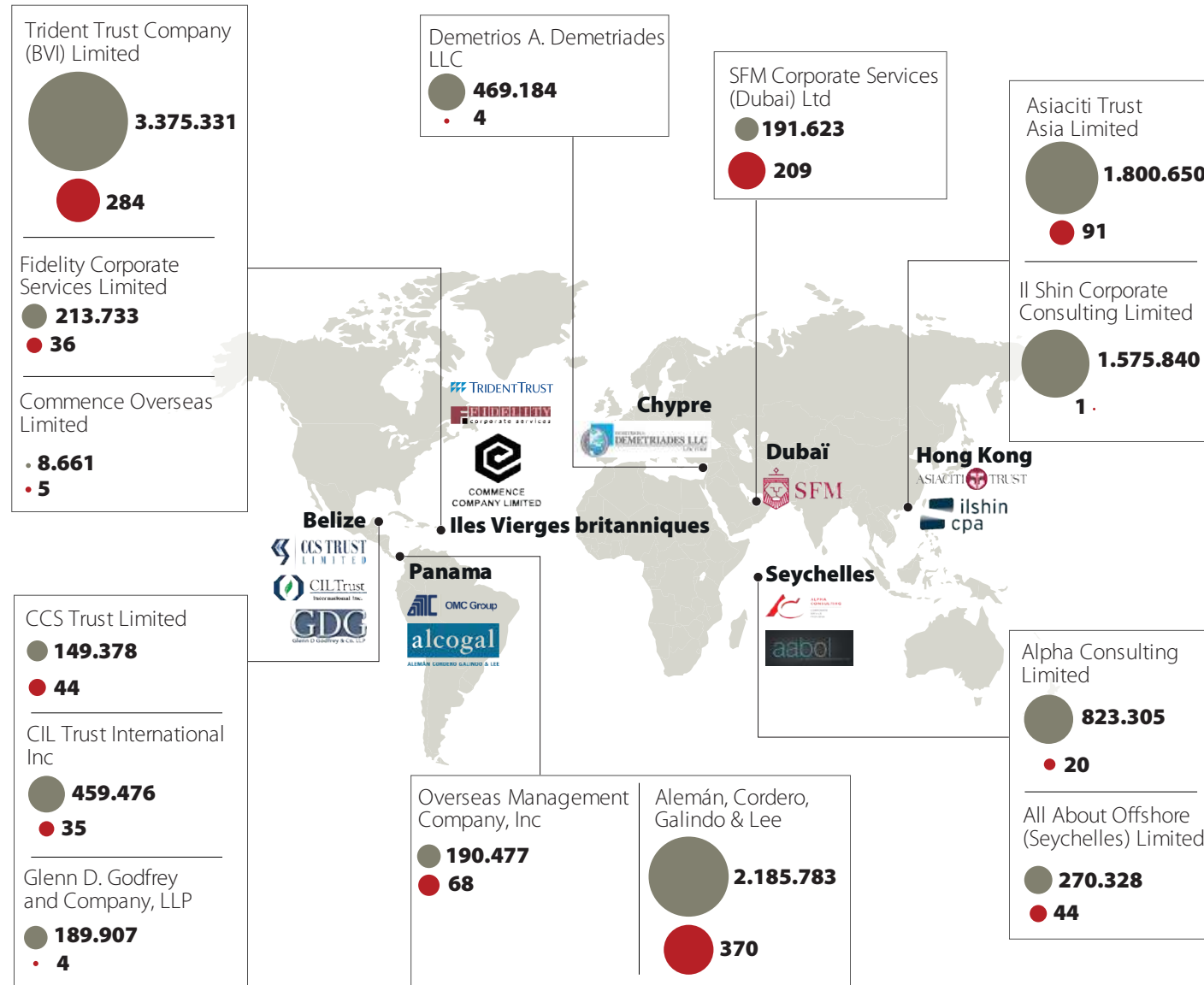
**117**  
pays où  
l'enquête  
est publiée

**151**  
médiat  
partenaires

**Les 14 cabinets « fournisseurs » d'offshore au cœur de la fuite**

● Nombre de documents « fuités »

● Nombre d'offshore gérées liées à la Belgique



bénéficiaire apparaisse dans le registre des sociétés.

Le Belize est d'ailleurs l'une des trois juridictions où l'on trouve le plus de particuliers belges, dans cette fuite. Une série de Belges spécialisés dans l'IT ont par exemple établi leur société dans ce pays des Caraïbes, alors qu'ils n'y ont jamais mis un pied. Ils étaient vraisemblablement plus intéressés par le régime fiscal du pays que par sa barrière de corail. Au total, on trouve trace de Belges dans 28 juridictions différentes. Ici encore, c'est deux fois plus que lors des Panama Papers. Mais la destination la plus prisée reste, comme en 2016, les îles Vierges britanniques (dans plus de 40 % des cas).

**Du coiffeur au dealer de hasch**

Le Soir ne publiera pas la liste intégrale des 1.217 noms identifiés, car il ne nous a pas été possible d'analyser en profondeur ces cas et de tous les contacter. L'ICIJ actualisera toutefois, d'ici à la fin de l'année, sa base de données en ligne, en y ajoutant une partie de l'information possible dans ce « Leak » (celle qui peut être automatiquement récupérée).

Le Soir s'est tout de même prêté à une analyse des profils. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils sont variés. Tous les âges sont représentés. D'une jeune Bruxelloise de 16 ans, déjà propulsée bénéficiaire de la « Pittle Foundation » (qui détient trois sociétés panaméennes et un contrat d'assurance chez Fortis), jusqu'à une Anveroise de 90 ans, dont la société Piccadilly Properties Limited a élu domicile aux Bahamas.

Et pour tous les goûts. Du pharmacien à la retraite dont l'épouse vend des lunettes au dealer de hasch, dont le casier judiciaire est déjà bien garni. Jusqu'au couple à la tête de salons de coiffure sur la Côte à l'huissier de justice déjà condamné pour escroquerie. Sans oublier ce jeune millionnaire ayant fait fortune grâce aux bitcoins.

Tous se sont laissés séduire par une société offshore.

En réalité, la plupart des Belges recensés dans notre liste sont de parfaits inconnus. Certains sont même introuvables sur internet et sur les bases de données commerciales. Mais il y a tout de même quelques vedettes « de quartier », comme ce présentateur radio, ou ce rappeur bruxellois. Puis on retrouve évidemment les « clients » au profil plus traditionnel, qu'on ne s'étonne même plus de voir apparaître dans pareille fuite. Comme certains membres des plus riches familles du pays, ou de la noblesse (qu'ils soient barons, comtesses ou prince). Sans oublier les incontournables diamantaires anversoises, ayant parfois migré vers Dubaï ou Israël. Au fil d'une série d'articles, publiés jusqu'au samedi 9 octobre inclus, *Le Soir*, *Knack* et *De Tijd* reviendront sur les cas belges d'intérêt public.

**De Cannes à Malibu**

Mais pour le lancement, le focus est mis sur la scène internationale. En particulier sur les 35 chefs d'Etat ayant placé des sommes considérables dans une (ou plusieurs) offshore, souvent logée(s) à des milliers de kilomètres du pays qu'ils dirigent. Les documents dévoilent par exemple les transactions offshore du roi de Jordanie, des présidents ukrainien, azéri, kényan et équatorien, du Premier ministre tchèque ou de l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair.

Un petit avant-goût (lire les détails par ailleurs) ? Alors que les Jordaniens envahissaient les rues durant le printemps arabe pour protester contre le chômage et la corruption, le roi Abdallah II s'est offert trois manoirs en bord de mer, à Malibu, achetés par le biais de sociétés offshore pour la modique somme de 68 millions de dollars. L'actuel Premier ministre populiste de République Tchèque, Andrej Babis, très prompt à tenir de grands discours

contre l'évasion fiscale, est quant à lui devenu propriétaire, dans le plus grand secret, du château Bigaud, à deux pas de Cannes et de la Côte d'Azur. Montant de la transaction : 22 millions de dollars.

Le président d'Equateur, Guillermo Lasso, a dissimulé une partie de ses actifs derrière deux discrètes fondations panaméennes, avant de les transférer en décembre 2017 vers des trusts tout aussi confidentiels dans le Dakota du Sud, havre fiscal des USA.

Au Pakistan, les Panama Papers ont provoqué la chute du Premier ministre Nawaz Sharif, dont les enfants étaient liés à des sociétés écrans. De quoi donner des ailes à Imran Khan, son grand rival politique (et superstar de cricket), qui a pris la tête du pays. Il se confiait à nos confrères du *Guardian*, après les Panama Papers. « C'est dégoûtant la façon dont l'argent est pillé. Les pays pauvres s'appauvrissent et les plus riches s'enrichissent encore. Les sociétés offshore protègent ces escrocs. » Oui mais voilà... dans les Pandora Papers, les offshores ont changé de camp. Et c'est au sein de son gouvernement qu'on les retrouve, cette fois... Chez son ministre des Finances ou celui des Ressources en Eau. Ce qui promet déjà de riches échanges politiques, côté pakistanais.

Toujours dans le registre des « jours où l'on aurait mieux fait de se taire », le président kényan Uhuru Kenyatta assurait à la BBC, en 2018, que chaque fonctionnaire devait « déclarer publiquement ses biens afin que les gens puissent poser des questions, y compris moi-même ». Et voilà que, parmi les 11,9 millions de nouveaux documents, le nom du président apparaît, aux côtés de sa mère, comme bénéficiaire d'une fondation panaméenne... dont il n'avait pourtant jamais jugé bon de faire la publicité.

Reste à ces chefs d'Etat à trouver une parade. Ou une explication qui tient la route.

**Les six grands « Leaks » de l'ICIJ**

Contenu de la fuite | Taille de la fuite | Nombre de journalistes | Nombre de Belges impliqués | Montants encaissés par le fisc belge

2013

**OFFSHORE LEAKS**

2,5 millions de fichiers qui trahissent les premiers secrets de plus de 120.000 sociétés et trusts offshore

260 Go

86

Quelques-uns

1,9 million

2014

**LUXLEAKS**

548 accords fiscaux (rulings) validés par le Luxembourg, et concoctés par PwC, qui réduisent à (quasi) néant l'impôt dû par une série de multinationales

4 Go

80

26 entreprises

22,2 millions

2015

**SWISSLEAKS**

Les données bancaires de plus de 100 000 clients de la filiale suisse de HSBC, qui révèlent l'étendue des pratiques frauduleuses de cette banque

3,3 Go

154

3.002

493 millions

2016

**PANAMA PAPERS**

11,5 millions de fichiers provenant du cabinet panaméen Mossack Fonseca, spécialiste de la création de sociétés offshore

2.600 Go

376

732

15,9 millions

14 dossiers toujours pendants

2017

**PARADISE PAPERS**

13,4 millions de documents notamment issus des registres du commerce de 19 paradis fiscaux

1.400 Go

382

Plus de 500

0

12 dossiers toujours pendants

2021

**PANDORA PAPERS**

Plus de 11,9 millions de fichiers issus de 14 cabinets différents spécialisés dans la création de sociétés offshore

2.940 Go

617

1.217